

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19271 - 74ÈME ANNÉE

La 3e femme de la liste «Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent» invitée à la Matinale de Réunion Première

Julie Pontalba «pour un projet global de développement réunionnais fait par les Réunionnais»



Julie Pontalba hier matin dans le studio de Réunion Première.

Pour Julie Pontalba, la priorité est de s'entendre entre Réunionnais pour régler les problèmes de fond : 180.000 chômeurs alors que 213.000 personnes sont encore à l'école, près de la moitié de la population sous le seuil de pauvreté et le mal-logement notamment. D'où la proposition que les Réunionnais puissent s'entendre pour écrire un projet global pour La Réunion. Retour sur l'émission à laquelle était invitée Julie Pontalba, candidate PCR en 6e position

sur la liste PCF conduite par lan Brossat.

Après avoir été interviewée au sujet des attentats au Sri-Lanka et l'arrivée dans notre île de migrants de ce pays, Julie Pontalba a été invitée à donner son opinion sur le mouvement des gilets jaunes et la conférence de presse du président de la République annoncée pour jeudi. Julie Pontalba a d'abord rappelé la position du PCR : respecter la volonté des gilets jaunes de ne

pas voir les organisations politiques s'impliquer dans leur mouvement. «Mais entre ce que disent les gilets jaunes et ce que dit le PCR depuis plusieurs années, il n'y a pas de grandes différences», poursuit-elle, «les gilets jaunes vont à la rencontre de la population pour savoir ce que nous pouvons faire pour notre pays. C'est ce que nous défendons depuis plusieurs années». Car le PCR milite «pour qu'il y ait un projet global de développement de la société». A ce sujet, la candidate est revenue sur

les propos tenus par Emmanuel Macron quand il a reçu les élus réunionnais : élus réunionnais, mettez-vous d'accord.

Utiliser autrement l'argent

Elle a également expliqué qu'elle ne voulait pas commenter les fuites sur la déclaration prévue mercredi dernier par le chef de l'État : le discours n'est pas encore prononcé, alors pourquoi toujours parler d'Emmanuel Macron alors que c'est ce qu'il veut ? Elle a malgré tout souligné qu'évoquer la remise en cause des niches fiscales outre-mer alors que l'on ne veut pas revenir sur la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, c'est un peu exagéré. Mais surtout, «attendons de voir jeudi son discours et gageons que s'il touche aux intérêts des Réunion-

nais, il y aura encore plus de manifestations. Or le but de son discours est d'apaiser la population».

Sur l'idée de supprimer un jour férié pour financer la dépendance, Julie Pontalba rejoint la position de sa tête de liste, Ian Brossat, «il trouve que c'est une injure aux Français que de vouloir les faire travailler plus ou supprimer des jours fériés alors qu'il y a de l'argent en France. Il s'agit de l'utiliser autrement et d'aller chercher où est cet argent.»

Julie Pontalba rappelle que dans le débat, c'est le rétablissement de l'ISF qui revient le plus souvent.

Se mettre d'accord sur l'essentiel

La candidate a également souligné l'importance du vote du 26 mai : on ne peut pas manifester tout le

temps et ne pas se rendre aux urnes quand il y a l'occasion de le faire.

Au sujet du nombre important de listes prévu, Julie Pontalba souhaite que l'on arrive à se mettre d'accord sur l'essentiel. Cela est rendu plus compliqué par le format des ces élections européennes, car le gouvernement a supprimé la circonscription des Outre-mer, et est revenu à une circonscription unique avec des listes nationales. Auparavant, l'océan Indien, ainsi que les bassins Pacifique et Atlantique avaient la certitude d'avoir un élu. Ce n'est plus le cas. La circonscription unique remet en avant les disputes de partis qui ne sont pas le fait des Réunionnais.

M.M.

Attentats et migrants du Sri-Lanka

Julie Pontalba et les réfugiés sri-lankais : «accueillir ces personnes humainement»

Julie Pontalba était hier invitée de la Matinale. Il a notamment été question des attentats au Sri-Lanka et de l'arrivée à La Réunion de réfugiés venus de ce pays.

Julie Pontalba a tout d'abord réagi aux attentats au Sri-Lanka. En tant que présidente du Mouvement pour la Paix a tout d'abord rappelé que ce pays a été ravagé par la guerre civile pendant 25 ans qui ont précédé 10 ans de trêves. «Mais aujourd'hui cela repart, avec un gouvernement démuné». Elle a souhaité que ce peuple se relève, «ce sera une manière de montrer aux terroristes qu'ils n'ont pas gagné».

Ceci touche bien plus La Réunion depuis que des migrants sont arrivés dans notre île. Cette situation

suscite des sentiments mitigés dans la population, mais pour Julie Pontalba, on ne peut qu'être aux côtés de ce peuple. Elle a rappelé que ce type d'attentat peut toucher n'importe qui, n'importe où et n'importe quand. Cela jette la peur sur le reste du monde, et notamment les croyants.

Au sujet des certaines réactions négatives au sujet de l'arrivée de réfugiés sri-lankais, Julie Pontalba a rappelé le contexte social de La Réunion : 180.000 demandeurs d'emploi, le mal-logement, près de la moitié de la population sous le seuil de pauvreté. Ceci fait qu'il est difficile de se dire que l'on peut encore accepter des flux migratoires, alors que ces problèmes sont loin d'être réglés.

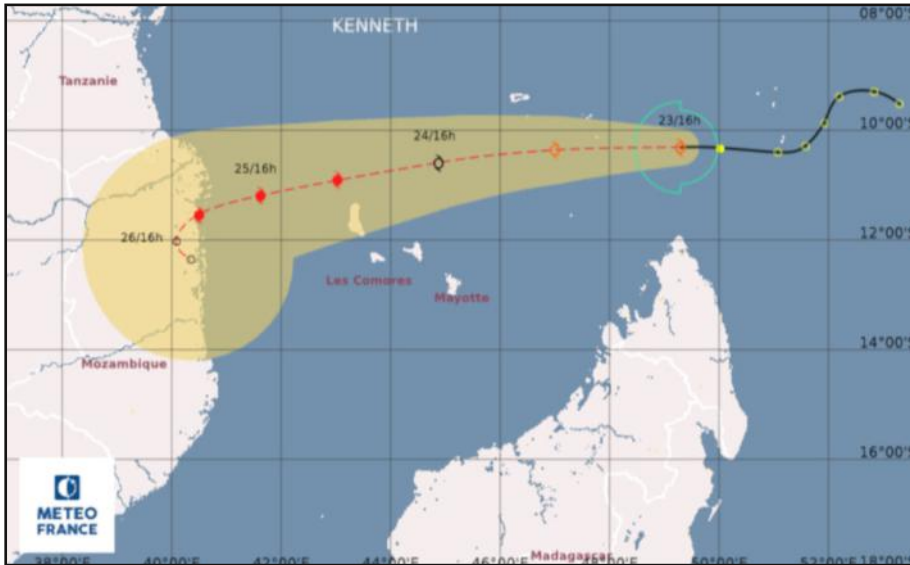
Interrogée sur ses propositions sur ce sujet aux Européennes, elle rap-

pelle tout d'abord l'idée de répartir l'accueil des migrants sur le territoire de l'Union européenne. Mais ce n'est pas possible à La Réunion. Julie Pontalba salue le travail des militants qui sont sur le terrain pour aider ces migrants. Elle note la nécessité d'accueillir ces personnes humainement. Elle demande que les Etats sri-lankais et français se mettent d'accord pour régler ce problème. Il s'agit tout d'abord de démanteler le trafic d'êtres humains qui est le support de cette migration.

Elle plaide aussi pour qu'au niveau international, des décisions soient prises pour que chacun puisse mieux vivre dans son pays, et ne plus être tenté d'émigrer. Ceci souligne que cela ne peut pas être La Réunion qui va régler les problèmes au Sri-Lanka.

Phénomène très inhabituel à la fin de l'été conséquence du changement climatique ?

Le cyclone Kenneth menace les Comores et le Nord du Mozambique



Une tempête tropicale menace l'archipel des Comores et doit se diriger vers la Tanzanie ou le Mozambique. Ce phénomène étonnant pour une dernière semaine d'avril est-il la conséquence d'un début d'année à la chaleur record, avec notamment une température de la mer au-dessus de la normale ?

Actuellement au stade de tempête tropicale modérée, Kenneth a été nommée hier. Ce système est passé au large d'Antsiranana à Madagascar dans l'après-midi et ira en s'intensifiant. Demain après-midi, Météo France prévoit une évolution en forte tempête tropicale, puis en cyclone quand Kenneth passera au plus près de l'île de la

Grande Comores. Kenneth poursuivra sa trajectoire vers le Mozambique et quand le système touchera la terre sans doute après-demain, ce sera un cyclone. Rappelons que le Mozambique a été durement touché le mois dernier par le cyclone Idai, et que l'ONU peine à recueillir les dons nécessaires pour plus d'un million personnes menacées par l'insécurité alimentaire.

Devant la progression de Kenneth, des mesures de précaution ont été prises dans l'archipel des Comores : aéroports fermés, ainsi que les écoles de Mayotte. D'importantes répercussions sont donc à prévoir, et notamment des conséquences catastrophiques au Mozambique qui subira le passage

du centre du cyclone.

Un cyclone à la fin du mois d'avril aux Comores et dans le Nord du Mozambique est un phénomène très inhabituel. Météo France a alerté sur le fait que les trois premiers mois de l'année 2019 ont été les plus chauds jamais mesurés à La Réunion. Avril suit la même tendance, avec l'existence d'une anomalie liée à la température de la mer qui se maintient à 28 degrés, ce qui est plus élevé que la normale. Une telle température permet la formation de cyclones alors que normalement l'été se termine et l'hiver commence.

Kenneth interroge de nouveau sur l'impact du changement climatique dans notre région. C'est un nouvel avertissement. Il impose qu'enfin la priorité soit accordée à la protection de la population et des infrastructures. La Réunion est sur ce point l'exemple à ne pas suivre, avec la concentration des investissements publics dans une seule route de 12 kilomètres construite dans la mer. Sans doute plus de 2 milliards d'euros qui auraient été bien plus utiles pour régler le problème de la sécurisation définitive de l'axe reliant la capitale au port de commerce, avec une solution adaptée au changement climatique.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

In parti kominis rényoné i doizète kominis épi rényoné. Sa i kass pa lo kat pate in kanar mi pans !

Moin la fine souvan parl lo dé poin inportan l'idéoloji lo parti kominis rényoné. In doub rovandikasyon, in doub libérasyon : in libérasyon nasyonanl mèm si sa i korsh in pé la boush désèrtin, épi in libérasyon sosyal. Pou kosa ni di sa ?

Si ni di é si lé vré nout péi La Rényon i viv dsou in réjime néokolonyal, i fo ni libèr nout pèp par rapor la dominasyon néokolonyal, nout promyé kontradiksyon prinsipal. Kosa i fo fèr ? Dabor i fo kass tout sak i fé'aryaz pou nout marsh an avan. Donk i fo ni trouv in shomin pou dévlop nout péi : dévlop son prodiksyon intèryèr, dévlop son komèrs avèk l'ékstèryèr, fé son révolisyon téknolojik, libèr nout formasyon profésyonèl, libèr galman la roshèrch dévlopman. Késtyon ? In l'avansé konmsa i akord, i akord pa avèk in sèrtin dévlopman lo kapitaklism ? Moin pèsonèl mi pans ké oui, pandan in bon koup de tan. Dann l'URSS bann z'ané vin l'avé la NEP, nouvèl politik ékonomik, é lo tor dann Staline sé kan li la pans té posib ranplas sa par lo kapitalism d'éta brital épi la réprésyon.

Si zordi ni doi konbate lo l'akaparasyon par bann sosyété kapitalis La Frans é l'Erop dsi tout nout moyinn prodiksyon sé par rapor sak moin la di anlèr la. Si ni kondane Téréos pou an avoir mète la min dsi nout kann sé galman par raport sak moin la ékri an o la. Si ni pans i fo défann bann plantèr kann épi lé z'ot sé galman par raport sak moin la ékri an o la. Sa i kass pa lé kat pate in kanar konm moin la mark in pé pli o !

Dézyèm libérasion par raport nout dézyèm kontradikson prinsipal : sé la libérasyon sosyal. Pèrsone i pé pa dir nout parti la fé l'alyansman avèk bann z'exploitèr. Pèrsone i pé pa dir nou la mète anou kosté ansanm l'exploitasyon l'om par l'om. Sé pou sa, mi pans, nou lé kont la loi travaye, konm nou lé kont la kass lo kode travaye épi tout in kantité z'afèr i angrès bann kapitalis dsi l'exploitasyon bann travayèr, dé foi mèm bann z'anfan.

Donk pou komansé ni profèr bann travayèr bien péyé ké mal péyé. Ni profèr galman in droi pou bann travayèr ropozé... Mi antan déza in pé fé romark amoin mi vé bann travayèr i rokonstityé z'ot fors travaye pou lo pli gran profi lo patrona. Bien sir sé in kontradiksyon mé moin la zamé antann bann travayèr di zot i préfèr krèv de fain. Sansa mi pans z'ot koko nora bloké.

Mi arète tèrla ; Mi koné i fo alé pli loin, alé plis dann détaye, mé sak mi di é rodi, lo PCR i doizète in parti rényoné éin parti kominis. Sa i kass pa lo kate pate in kanar, zot i kroi pa ?

Justin